



Le 3 décembre 2020
**Journée nationale de grève
et de mobilisation du social
et médico-social**



En première ligne face à la crise sociale.

La crise sociale et sanitaire que nous traversons a mis en exergue le mépris des dirigeants pour les étudiant.es et les salarié.es du social. Lors de la première vague du COVID 19, nous avons été oublié.es, sans masques jusqu'au mois d'avril, sans matériel de télétravail, laissant l'engagement et la conscience professionnelle opérer.

De nombreux collègues se sont senties abandonné.es, dépossédé.es de leur travail avec la réorganisation absurde des services (fermeture de la PSA Bastille et d'un SSP sur deux). Le mépris s'est ensuite manifesté avec l'escroquerie de la prime de mobilisation, qui a tout simplement exclu une grande partie de nos collègues, parfois des services entiers ; et avec le retour en force de pratiques de management agressif et le renforcement d'une tentation de contrôle de notre travail.

Cela fait des années que le secteur social et médico-social, public comme privé, doit faire face à la régression sociale, aux politiques d'austérités et à une volonté de contrôle social du public. Une situation alarmante qui génère souffrance au travail et une véritable perte de sens pour une grande partie des agents.

Au CASVP, la moyenne de postes vacants du secteur social sur l'ensemble SDIS et SDSLE est de 20%, sans tenir compte des postes non remplacés pour congés maternités, congés parentaux et maladie. Il s'agit d'une situation inédite et grave, qui met en péril nos pratiques de travail et le service public, et finalement nos usagers. Après la pénurie de moyens, nous devons maintenant gérer la pénurie de collègues.

Le social se bat pour tout le monde, battons-nous pour le social !

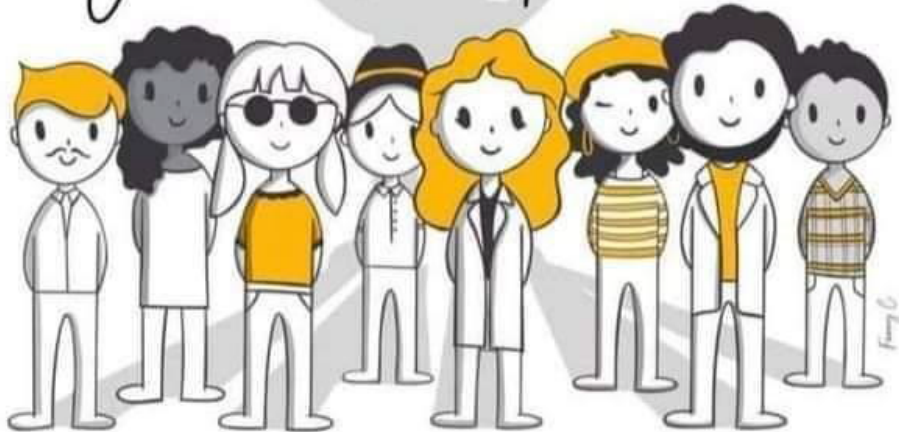
Une situation qui percute les personnes que nous accompagnons, déjà très souvent victimes des politiques profondément inégalitaires, injustes et discriminatoires : manque de logements sociaux, chômage de masse, saturation de l'hébergement d'urgence, familles bloquées à l'hôtel sans perspective de régularisation.

Cette situation ne doit rien au hasard. L'Etat et le patronat voudraient transformer ce bastion de la solidarité non lucrative, en une manne financière pour les grands groupes (SOS, Aurore, fondations diverses...) C'est de cette logique marchande que sont apparus les appels à projets, les contrats à impacts sociaux, la tarification à l'acte... La multiplication des logiciels et le traitement des données ont permis la « valorisation » marchande de l'activité, à l'image de ce qui s'est passé dans le secteur de la santé, avec les résultats que l'on connaît. **L'état de l'hôpital public doit être vu comme un avertissement pour le secteur social.**

Face à cela, il n'y a pas de résignation à avoir ! La colère et l'indignation montent ! Assistantes sociales, éducateurs spécialisés, CESF, SMS, CSE : nous occupons une place particulière dans la société. Ne restons pas des spectateurs muets face à la destruction de nos métiers, face au carnage social ! **A l'appel de nombreux collectifs et syndicats du secteur, une journée de grève et de mobilisation d'ampleur nationale est prévue le 3 décembre.** Cette journée doit être la première étape de la construction d'une dynamique de résistance et de lutte nécessaire dans le social.

PROFESSIONNEL.L.E.S DU SOCIAL

médiatiquement absent.e.s mais
Toujours bien présent.e.s !



Parce que nous voulons une société juste et égalitaire, nous posons des revendications immédiates :

- Une revalorisation des salaires pour toutes et tous de 300€, l'égalité professionnelle femmes/hommes, le dégel du point d'indice.
- La fin de la marchandisation du secteur social et médico-social, au profit d'un grand service public digne, unifié et statutaire.
- Le maintien des statuts, de nos 33 jours de congés et des accords RTT.
- L'amélioration des conditions de travail et le pouvoir de décision aux professionnel.les de terrain pour l'organisation du travail, le droit au temps partiel pour les agents qui le demandent.
- Des embauches statutaires sur tous les postes vacants, la création de postes supplémentaires et la titularisation des contractuel.les qui le souhaitent.
- Des moyens financiers à la hauteur des besoins de la population et l'accès à toutes et tous des moyens de vie décente, en commençant par l'inconditionnalité d'un accès à un logement salubre et adapté, à l'alimentation, à la santé et à l'éducation gratuites.
- L'abrogation de toutes les lois discriminatoires, ainsi que celles visant à substituer la répression à la prévention.
- L'abrogation des dispositions rétrogrades de la loi de transformation (destruction) de la Fonction Publique.

Un préavis de grève est déposé pour la journée du jeudi 3 décembre

Une réunion Zoom est organisée de 9h30 à 12h :

<https://us02web.zoom.us/j/82331973297> ou appeler le 01 70 37 22 46 puis entrer l'ID de réunion : 823 3197 3297 suivi de #

**Un rassemblement est prévu à 14h devant le Ministère des Solidarités et de la Santé
14, avenue Duquesne 75007, M° ST François Xavier (L13)**